

DECLARATION LIMINAIRE DU CTL DU 11 avril 2013

L'Europe est en crise depuis 2007 et cela est loin d'être terminé si l'on écoute les conseils de la Troïka (Fond Monétaire International, Banque Centrale Européenne et Commission Européenne)

Pour rappel, cette crise a été engendrée par des spéculateurs forcenés que l'on encense depuis 30 ans.

Pour remédier à cette situation, l'ensemble de nos dirigeants n'ont qu'un mot à la bouche :

Austérité !!!

Elle n'est pas pour les financiers et les hauts revenus, mais est appliquée par contre à 98% de la population, en touchant principalement le service Public qui se voit démantelé.

Le Président élu en mai 2012, laissait suggérer un changement, mais c'est bien le contraire qui s'est produit par l'intensification du libéralisme sauvage.

Dès septembre le Président de la république appelle à un effort juste, réparti sur tous les français (injuste en soit par nature) de 30 milliards d'euros .

En novembre il lançait le CICE (Crédit impôt Compétitivité Emploi) un cadeau de 20 milliards sans contrepartie aux entreprises.

Dans la même continuation, l'ANI (Accord National interprofessionnel) signé en janvier et qui devait sécuriser le contrat de travail, a été complètement fourvoyé par les signataires.

En effet, comment peut-on admettre une hausse de la durée du travail, une baisse des salaires et la création des CD2I (CDI intermittents), sans aucune nouvelle positive pour les salariés ?

Quid des droits rechargeables à l'assurance chômage qui s'ils se réalisent à budget constant, signifie une baisse des allocations chômage.

Comme l'a rappelé Thierry LEPAON, la CGT ne cessera d'agir contre cet accord.

Au niveau de la Fonction Publique, on se félicite du dé-contingentement du 8ème échelon et de la suppression annoncée du jour de carence. A contrario le gel du point d'indice depuis 2010 est inacceptable.

De plus en janvier, chacun a pu constater une perte supplémentaire de rémunération sur le traitement net liée à l'augmentation des cotisations retraites et mutuelles.

Nous sommes à quelque jours d'une nouvelle campagne sur les revenus.

Malgré les moyens mis en œuvre dans le département du Pas de Calais, les efforts demandés se feront une fois de plus à flux tendus.

La situation des effectifs reste catastrophique et ce ne sont pas les chefs de services qui nous contrediront .

Les éléments de contexte non chiffrés du tableau de bord de veille social pour le second semestre 2012 en font le constat. Une situation, des conditions d'accueil qui se dégradent, un climat d'inquiétude qui s'installe, des tensions qui apparaissent, une surcharge de travail...

Nous sommes bien loin du rapport d'activité, idyllique, pour l'année 2012.

Les élus CGT-Finances Publiques ,

René QUIDE

Yannick COCHEZ